



139 rue de Bercy - bâtiment Vauban - Télédéc 627 - 75572 Paris Cedex 12  
[sprim-fo@dgtresor.gouv.fr](mailto:sprim-fo@dgtresor.gouv.fr) - Tél. : 01.53.18.83.03 - [www.sprim-fo.org](http://www.sprim-fo.org)

## **Revue de presse du 11 mai 2026**

### **Presse – Actualités**

- [Plus de 65 milliards d'euros d'échanges commerciaux : pourquoi la France veut renforcer sa relation économique avec l'Afrique face à la Chine – Challenges](#)
- [Christophe Lecourtier, un expert de la diplomatie économique pour diriger l'Agence française de développement – Les Echos](#)
- [Fonction publique d'État : le salaire net moyen a franchi la barre des 3 000 euros en 2024 – Acteurs Publics](#)
- [L'inflation accélère, la croissance est à l'arrêt... 91% des Français se disent pessimistes quant à la situation économique du pays – BFM Business](#)

# ARTICLES DE PRESSE

## **Plus de 65 milliards d'euros d'échanges commerciaux : pourquoi la France veut renforcer sa relation économique avec l'Afrique face à la Chine – Challenges**

Les 11 et 12 mai, un grand sommet Afrique-France « Africa Forward » est programmé à Nairobi, au Kenya. Il réunira dirigeants d'entreprise, investisseurs, membres de la société civile et d'institutions financières. Voici les enjeux.

C'est une première dans un pays d'Afrique anglophone. Les 11 et 12 mai, un grand sommet Afrique-France « Africa Forward » est programmé à Nairobi, au Kenya. Cela illustre la volonté de Paris de diversifier ses partenariats, qu'il souhaite désormais d'égal à égal, sur ce continent. Car la France ambitionne de renforcer sa relation économique avec l'Afrique [pour contrer la Chine notamment](#). Mais l'Hexagone attire également des investissements africains, une dynamique qui va en s'accroissant, a indiqué l'organisme public Business France à l'AFP.

Placé sous les thèmes de l'innovation et de la croissance, le sommet réunira dirigeants d'entreprise, investisseurs, membres de la société civile et d'institutions financières. Le 12 mai se tiendra un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, dont le président français Emmanuel Macron. « *L'enjeu principal, c'est d'intéresser davantage encore nos entreprises françaises (...) à la destination Afrique anglophone, où les opportunités sont réelles, nombreuses et où on considère qu'il faut (faire) davantage encore que ce qu'on fait aujourd'hui* », déclaré Marc Cagnard, directeur Afrique subsaharienne de Business France.

Cet organisme public qui assiste les entreprises françaises à l'exportation est un des co-organisateur d'Africa Forward, avec Bpifrance et Proparco, une filiale du groupe Agence française de développement (AFD). A l'automne dernier, le ministre délégué français au Commerce extérieur, Nicolas Forissier, avait chiffré à plus de 65 milliards d'euros les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique en 2024, et les stocks d'investissements français sur le continent à 51 milliards d'euros.

La France y était le quatrième investisseur, selon lui, dans des secteurs comme l'industrie, l'énergie, les transports, les infrastructures ou les technologies. Avec l'Afrique subsaharienne, les échanges commerciaux ont atteint 24,1 milliards d'euros en 2024, le Nigeria étant alors le premier partenaire de la France devant l'Afrique du Sud, d'après une note de la direction générale du Trésor.

#### **Plus de 1 400 entreprises africaines établies en France**

Si l'Afrique apparaît comme une zone à fort potentiel pour la France, bien que cette dernière y ait perdu de l'influence, l'Hexagone est la première destination en Europe des investissements directs étrangers (IDE) originaires d'Afrique. Ceux-ci restent toutefois modestes par rapport aux investissements provenant des Etats-Unis, d'Asie ou des autres pays européens. *« On souhaite avoir une relation économique France-Afrique (...) plus équilibrée et surtout avec des investissements dans les deux sens, très tournés sur la croissance, l'innovation, l'emploi : une relation de réciprocité »*, souligne Louis Margueritte, qui dirige Business France depuis fin février.

Plus de 1 400 entreprises africaines sont établies en France, représentant plus de 15 000 emplois, et les stocks d'investissement atteignent 8,5 milliards d'euros, chiffre Marc Cagnard. En 2025, les entreprises d'Afrique du Nord, principalement la Tunisie, ont porté 17 nouveaux projets d'investissement en France, et celles d'Afrique subsaharienne 10, pour un total d'environ 500 emplois. Au total, la France a bénéficié l'an dernier de 1 878 décisions [d'investissements internationaux](#), permettant la création ou le maintien de 47 734 emplois.

**Investissements : « on voit arriver des pays un peu nouveaux comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Nigeria ou le Kenya »**

Business France cite l'exemple du groupe ivoirien Veone, spécialisé dans le développement de solutions numériques sur mesure, qui a engagé l'an dernier l'implantation d'une filiale dans la technopole de Sophia-Antipolis, dans le sud de la France (Alpes-Maritimes) ; ou celui de l'entreprise cosmétique ivoirienne Kaera qui ambitionne de se développer sur les marchés français et asiatique.

*« On voit de plus en plus d'investissements africains en France »*, se félicite Marc Cagnard, citant la stabilité de l'écosystème français et son énergie décarbonée. Et concernant l'Afrique subsaharienne, si l'Afrique du Sud reste un important investisseur, *« on voit arriver des pays un peu nouveaux comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, [le Nigeria](#) ou le Kenya »*, constate-t-il.

En 2025, la France a été consacrée premier pays européen en termes d'investissements étrangers [par le baromètre du cabinet EY](#) pour la 6e année

de suite, qui prend en compte le nombre de projets d'investissements annoncés.

(Avec AFP)

\* \* \*

## **Christophe Lecourtier, un expert de la diplomatie économique pour diriger l'Agence française de développement – Les Echos**

Christophe Lecourtier s'apprête à prendre les rênes de l'Agence française de développement. Jusqu'à ces dernières semaines ambassadeur au Maroc, il présente le profil d'un diplomate atypique.



Christophe Lecourtier, ancien directeur général de Business France, était jusqu'à récemment ambassadeur de France au Maroc. (Photo Eric Tschaen/REA)

C'est un diplomate rompu à l'économie qui s'apprête à [prendre les rênes de l'Agence française de développement](#). Christophe Lecourtier fait partie de ces hauts fonctionnaires formés dans les grandes écoles de la République -l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, Sciences Po et l'Ecole nationale d'administration (ENA).

Fils de diplomate, il était, jusqu'à ces dernières semaines et depuis 2022, ambassadeur de France au Maroc. Un poste qu'il avait rejoint après avoir exercé des fonctions diplomatiques en Australie puis en Serbie.

Agé de 63 ans, il n'a pas pour autant commencé sa carrière dans le monde feutré de la diplomatie mais dans la sphère économique de l'Etat. Dans les années 1990 et au début des années 2000, on le retrouve ainsi dans plusieurs cabinets ministériels (ceux de Simone Veil, d'Alain Juppé, de Francis Mer et de Nicolas Sarkozy). En 2007, il devient directeur du cabinet de Christine Lagarde, alors ministre de l'Agriculture et de la Pêche, puis la rejoint comme conseiller spécial, lorsqu'elle est nommée à Bercy.

### **Direct et énergique**

Mais c'est en occupant, un an plus tard et pendant presque dix ans (en dépit d'une interruption entre 2014 et 2017), le poste de directeur général d'Ubifrance, l'agence pour le commerce extérieur français (rebaptisée ensuite « Business France »), qu'il devient une personnalité reconnue des milieux économiques. Il s'y est attaché à transformer la diplomatie économique française et à rapprocher l'Etat des entreprises exportatrices.

Si certains lui reprochent un style parfois trop direct et énergique, d'autres apprécient son image de haut fonctionnaire atypique. Moins technocratique que beaucoup, il est très à l'aise avec les chefs d'entreprise tout en étant capable d'évoluer dans les cercles diplomatiques.

A la suite de son premier départ d'Ubifrance, sa carrière a pris une tournure plus politique et géostratégique. Après l'Australie (2014-2017), puis la Serbie (2017), il est de retour pendant cinq ans à Business France. Il devient ambassadeur de France au Maroc en 2022, à un moment où les tensions sont fortes entre Paris et Rabat, envenimées par des questions de visas, de sécurité et le Sahara occidental.

### **Concurrence géopolitique**

Dans ce contexte, il ne se ménage pas. Omniprésent dans les forums économiques, toujours proche des milieux d'affaires, il est très attentif aux équilibres politiques marocains. Une stratégie qui paie et permettra, en 2024, la réconciliation des deux pays.

Plusieurs observateurs voient dans cette période un tournant majeur de sa carrière et, de fait, un atout dans ses nouvelles fonctions alors que l'Agence française de développement doit faire face à de plus en plus de contraintes budgétaires. Et que la concurrence géopolitique s'intensifie, quand la Chine, les pays du Golfe, la Turquie et la Russie multiplient leurs outils d'influence économique dans des régions historiquement liées à la France.

**Claude Fouquet**

\* \* \*

## **Fonction publique d'État : le salaire net moyen a franchi la barre des 3 000 euros en 2024 – Acteurs Publics**

*Les fonctionnaires de la fonction publique de l'État ont vu leur salaire net moyen progresser de 3,1 % en euros constants en 2024, pour atteindre 3 018 euros nets mensuels, selon les dernières données publiées par l'Insee. Une hausse portée par les mesures générales d'augmentation du point d'indice et par des revalorisations ciblées dans certains ministères, qui semblent avoir compensé la disparition des garanties de pouvoir d'achat.*

L'Insee a livré [ses derniers chiffres](#) sur les salaires des agents de la fonction publique dans les trois versants au titre de l'année 2024. Il en ressort, dans la fonction publique de l'État, un salaire net moyen en équivalent temps plein (ETP) en hausse de 3,1 % (en euros constants), à 3 018 euros nets par mois. Sachant que cette donnée prend en compte tous les agents civils des ministères et des établissements publics, fonctionnaires ou non. Cette hausse est principalement portée par les agents de catégorie A dont le salaire net moyen progresse de 3,4 %. Pour les non-fonctionnaires, l'augmentation est de 2,2 %.

Dans les deux autres versants, la rémunération moyenne est moindre, soit 2 317 euros nets par mois dans la territoriale et 2 869 euros dans l'hospitalière.

En équivalent temps plein (ETP) pour les agents civils de la fonction publique de l'État, la hausse s'élève à 4,7 %, après une augmentation de 4,4 % en 2023. Cette progression s'explique en partie par des mesures générales : l'augmentation de 1,5 % de la valeur du point d'indice de la fonction publique à compter de juillet 2023, qui a un effet, en année pleine, sur 2024. De plus, l'attribution au 1<sup>er</sup> janvier 2024 de 5 points d'indice pour l'ensemble des fonctionnaires et contractuels rémunérés sur la base du point d'indice a également pesé dans la balance.

À ces dispositifs généraux se sont ajoutées des mesures de revalorisation salariale propres à certains ministères, mises en œuvre au cours de l'année 2023 et produisant leurs effets en 2024. C'est par exemple le cas au ministère de l'Éducation nationale, de la Justice ou encore de l'Intérieur. *“Ces mesures ciblent principalement la partie indemnitaire de la*

*rémunération des agents publics jouent un rôle de premier ordre dans l'augmentation du salaire net moyen, et ce malgré la non-reconduction de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (Gipa) et la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle (PPAE)”, précisent les auteurs de l'étude.*

L'Insee met aussi en avant pour l'État une rémunération nette moyenne en hausse pour “les personnes en place”, c'est-à-dire les agents présents depuis deux ans chez le même employeur et sans changement de quotité de temps de travail. Une situation qui concerne 61 % des effectifs de la fonction publique de l'État en 2023, soit 68 % de titulaires et 46 % de non-titulaires.

## **Une prime à la fidélité**

Le salaire net moyen de ce groupe d'agents présents deux années consécutives, appelé rémunération nette moyenne des personnes en place (RMPP), augmente de 3,9 % en euros constants entre 2023 et 2024. La hausse est un peu plus forte chez les fonctionnaires titulaires, à 4 %, que chez les non-titulaires, à 3,5 %.

L'Insee explique que la hausse du salaire moyen de l'ensemble des agents de la fonction publique de l'État en 2024 se décompose entre les évolutions des salaires et des effectifs de différents “groupes” d'agents. Les agents en place, mais aussi les “entrants”, soit 24 % des effectifs sur la période, les “sortants”, qui représentent 25 % des agents, et enfin 9 % sont comme “fluctuants”. Soit ils n'ont travaillé qu'une partie de 2023 ou une partie de 2024, soit ils ont changé d'employeur ou de quotité de temps de travail. Ainsi, l'augmentation de la rémunération nette moyenne des personnes en place contribue pour 2,5 points à la hausse d'ensemble. L'écart de rémunération entre les entrants et les sortants accroît cet effet, mais à la marge, de 0,2 point.

Par ailleurs, l'évolution du salaire net moyen des “fluctuants”, un groupe où les femmes, les plus jeunes et les non-fonctionnaires sont notamment surreprésentés, contribue à la hausse pour 0,1 point. Enfin, les variations d'effectifs de l'ensemble de ces groupes contribuent pour 0,2 point à l'évolution du salaire net moyen dans la fonction publique de l'État.

Par [Marie Malaterre](#)

\* \* \*

## **L'inflation accélère, la croissance est à l'arrêt... 91% des Français se disent pessimistes quant à la situation économique du pays – BFM Business**

**Selon un sondage Ipsos BVA pour la Tribune Dimanche, l'immense majorité des Français se disent pessimistes par la situation économique, tant nationale que mondiale. Le niveau d'endettement et les déficits sont cités parmi les principaux sujets d'inquiétudes, derrière le pouvoir d'achat et l'avenir du système social.**

Le moral des Français est au plus bas. À moins d'un an de l'élection présidentielle, 91% d'entre eux se disent pessimistes quant à la situation économique du pays, selon un sondage Ipsos BVA réalisé pour [La Tribune Dimanche](#). Et avec [le conflit au Moyen-Orient qui s'enlise](#), ils sont aussi 88% à s'inquiéter de l'avenir de l'économie mondiale.

Encore un signe que les Français sont préoccupés: trois sondés sur dix font de l'endettement du pays et des déficits un de leurs trois principaux thèmes d'inquiétude, derrière le pouvoir d'achat (49%) et l'avenir du système social (41%).

Sur le plan politique, ce sont surtout les sympathisants des partis proches du camp présidentiel, à savoir Renaissance, le Modem et Horizons, qui se préoccupent le plus de ce sujet, mais aussi, dans une moindre mesure, ceux du Parti socialiste (33%) et du Rassemblement national (33%).

### **Flambée des prix des carburants**

Il faut dire que les Français ont de quoi être inquiets pour leur portefeuille. L'inflation a encore accéléré en avril, à +2,2% sur un an après +1,7% en mars. Soit le plus haut niveau depuis juillet 2024 (+2,3%). Cette hausse est notamment tirée par les prix de l'énergie, qui ont bondi de 14,2% en avril sur un an, après +7,4% en mars, dans un contexte d'envolée des prix du pétrole en raison de la guerre au Moyen-Orient.

***"Les Français éprouvent une forme de résignation concernant le pouvoir d'achat et sentent bien que le gouvernement n'a pas de marge pour agir sur le prix des carburants", commente Brice Tinturier, directeur général d'Ipsos BVA.***

Même si le géant TotalEnergies plafonne ses prix à 1,99 euro le litre d'essence et 2,25 euros le litre du gazole (2,09 euros pendant les ponts du mois de mai), 71% des Français estiment que ce n'est pas suffisant et exhortent le pétrolier à faire plus d'efforts, [selon un sondage Elabe pour BFMTV](#), dévoilé le 7 mai. Les deux tiers des Français (65%) se disent

aussi favorables à une baisse temporaire des taxes sur les carburants, tant que le conflit au Moyen-Orient perdure et que le prix du baril reste élevé.

### **Croissance à l'arrêt**

Sauf qu'avec des finances publiques déjà très dégradées, [le gouvernement se limite pour l'instant à des mesures très ciblées](#), notamment pour les professionnels les plus durement touchés par la flambée des prix des carburants.

En face de l'inflation qui repart à la hausse, le gouvernement doit aussi conjuguer avec une croissance à l'arrêt au premier trimestre 2026. Selon les dernières estimations de l'Insee, le Produit intérieur brut (PIB) n'a en effet pas crû par rapport au trimestre précédent (0% contre +0,2% au dernier trimestre 2025).

Cela s'explique notamment par une contribution extérieure "fortement négative", les exportations ayant été plombées par la chute des livraisons d'Airbus. Mais aussi par une demande "atone".

En effet, la consommation des ménages en biens s'est aussi repliée sur le premier trimestre 2026 (-0,6% après +0,4% au quatrième trimestre 2025), en raison du net repli des dépenses en énergie du fait du gasole, du gaz et de l'électricité (-2,3% après +0,5% au quatrième trimestre 2025). Toutefois, elles ont rebondi en mars sur un mois (+0,7%) après un net repli en février (-1,4%).

### **L'IGF chargée d'évaluer les conséquences économiques d'une reconduction du budget actuel en 2027**

Face à cette morosité économique, le ministère des Comptes publics a chargé l'inspection générale des finances (IGF) de plancher sur les conséquences économiques d'une reconduction, l'an prochain, du budget actuel.

Un scénario probable et qui se produirait si le Parlement ne parvient pas, encore une fois cette année, à voter avant le 31 décembre une nouvelle loi de finances pour 2027. Cette configuration s'est déjà produite à deux reprises, en 2025 et cette année, et s'est traduite par une loi spéciale: ce texte permet de pallier l'absence d'un budget voté au Parlement, en reconduisant les recettes de l'année précédente, et en engageant les dépenses nécessaires à la continuité de l'État.

Cette situation n'est pas vraiment souhaitable, d'autant que si tel était le cas, alors les Français se retrouveraient notamment pénalisés fiscalement: sans vote d'un nouveau budget par les députés et sénateurs, le barème de l'impôt sur le revenu de l'année prochaine ne serait par exemple pas indexé sur l'inflation alors que les prix flambent.

\* \* \*

*Pour adhérer à notre syndicat, il suffit de remplir et de renvoyer ce [bulletin d'adhésion 2025](#) accompagné du paiement correspondant.*